Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Dédollarisation : vers une monnaie régionale d'Amérique Latine ?

Par Carolina Escudero
Mondialisation.ca, 05 novembre 2006
Panoramica 5 novembre 2006

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Économie

La dédollarisation : les gouvernements d'Argentine et du Brésil s'emploient à modifier les modalités de leur commerce bilatéral. Les deux nations utiliseront le peso argentin ou le real brésilien pour leurs opérations commerciales, au lieu du dollar comme devise. C'est l'amorce d'un grand projet : une monnaie unique dans le Mercosur. Dans la mesure où elle se concrétise, cette politique facilitera les échanges et en diminuera le coût, ce qui représente un gain en terme de souveraineté et la fin de la dépendance envers la monnaie des Etats-Unis.

La décision des Ministres de l'Economie Guido MANTEGA au Brésil et Felisa MICELLI en Argentine de promouvoir un commerce bilatéral dans lequel n'interviendrait plus le dollar, communiquée en juillet par ces derniers, représente l'ébauche d'une future monnaie unique pour la région. Au cours de leur dernière rencontre, les deux fonctionnaires ont progressé dans leur projet de création de la Banque du Sud, institution multilatérale dont l'objectif est de réaliser le financement de projets d'infrastructure avec les fonds de la Banque Nationale Brésilienne de Développement Économique et Social (la BNDES) et de la Banque Argentine d'Investissement et de Commerce Extérieur (la BICE), au lieu de recourir aux réserves monétaires des banques centrales.

Les ministres ont annoncé que d'autres sujets sur le plan financier seront abordés au niveau bilatéral comme c'est le cas pour le Fonds Monétaire International (le FMI). Les deux pays chercheront à instaurer des changements dans cette institution lors de l'assemblée qui se déroulera vers le milieu de ce mois-ci à Singapour. MANTEGA a annoncé qu'il y ferait une proposition de rediscution des apports de chaque pays, ce qui implique une « redistribution du pouvoir » au sein de l'organisme. On prévoit à cet effet la mise sur pied d'une série de mesures occasionnelles nécessaires « uniquement pour rétablir des déséquilibres financiers » transitoires. Le ministre brésilien a spécifié que «nous avons des obligations en tant que partenaires mais nous voulons aussi avoir des droits. Il n'est pas juste que le FMI n'implique que des obligations « .

Les propos de MANTEGA relatifs à l'économie ont été précédés d'une explication quant aux politiques d'intégration dans la région. Le ministre a précisé que son pays ne participerait pas à l'initiative des présidents Néstor KIRCHNER et Hugo CHAVEZ proposant de créer le « Bono del Sur ». « Nous n'avons pas été invités » a ajouté MANTEGA. Pendant ce temps, les fonctionnaires argentins et brésiliens se penchaient sur la meilleure manière de ne plus utiliser la monnaie des Etats-Unis dans les transactions bilatérales – qui avoisinent les 15 milliards de dollars par an – et de la remplacer par le peso et le real. L'idée d'une monnaie « verte » dans les échanges en production agricole n'est pas récente ; nous nous employons

désormais à étendre son utilisation.

Autres perspectives

Ces propositions ouvrent un nouveau chapitre dans l'histoire monétaire régionale. Cette amorce de changement est d'autant plus flagrante si l'on se rappelle qu'en 1999, Carlos MENEM, alors mandataire argentin, affirmait que le dollar était la monnaie « la plus forte » et devait être imposée comme telle aux autres pays et devenir la monnaie commune du Mercosur. Déjà en 2003, le consultant ECOLATINA – fondé par l'ex-ministre de l'Économie Robert LAVAGNA – indiquait que la création d'une « monnaie verte » signifiait dédollariser les économies de la région.

Quant à l'inspecteur des finances brésilien en 1999 Pedro MALAN, il avait déclaré que la monnaie unique du Mercosur prendrait tout son sens « dans un futur éloigné, lorsque nous aurons progressé dans la consolidation fiscale et l'harmonisation de certaines législations, nous pourrons alors étudier ce qu'ont fait les Européens ». Un des premiers à évoquer une monnaie commune fut Pedro POU, président de la Banque Centrale d'Argentine vers la fin des années 90. Il estimait que le plus correct était de considérer la convertibilité comme un pas vers l'Union Monétaire Américaine (UMA).

Autrement dit : avancer vers une monnaie commune signifiait adopter le dollar. C'est l'idée qui fut défendue le 21 janvier 1999 devant le cabinet national, et qui comportait les étapes suivantes : d'abord le Traité d'Association Monétaire (TAM) entre l'Argentine et les Etats-Unis via une négociation bilatérale, les pays tiers tenant le rôle d'observateurs ; ensuite la proposition d'incorporer au TAM d'autres nations latino-américaines ; et, pour finir, la concrétisation de l'UMA.

En février de cette année les présidents Carlos MENEM et Fernando Enrique CARDOSO ont entamé une coordination macroéconomique vu que le Traité de Maastricht (voir cadre) avait initié l'intégration monétaire européenne grâce à des objectifs précis en matière de taux intérêt, de régimes fiscaux et de taux de change.

Sujets prioritaires

Durant la première semaine de septembre, la ministre de l'Economie argentine Felisa MICELLI a participé à Rio de Janeiro à une réunion en compagnie des autres ministres de l'Economie des pays du Mercosur dans le but de tracer la structure d'une banque régionale et de mettre au point une stratégie commune à présenter à la prochaine assemblée du FMI. Ce jour-là, les Ministres de l'Economie et les présidents des banques centrales des cinq pays du bloc reviendront sur les sujets évoqués lors du sommet de Córdoba en juillet de cette année.

La Ministre MICELLI abordera trois sujets principaux : pour commencer, la nécessité d'avancer avec le Brésil dans le projet qui permettra un commerce en pesos et en reales entre les deux pays. Ensuite, elle fera une proposition pour que le bloc décide par consensus d'une position à adopter pour promouvoir des changements dans le fonctionnement du FMI. C'est également à Rio que l'on décidera de sa stratégie lors de l'assemblée générale (du FMI) qui se tiendra à Singapour à la mi-septembre. Le troisième point se rapporte à la création d'une banque active dans le Mercosur.

www.panoramica.be

Traduction Marie-Isabelle Mack

La source originale de cet article est Panoramica
Copyright © Carolina Escudero, Panoramica, 2006

Articles Par : Carolina Escudero

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca